

## **La lutte idéologique patronale contre la Sécu et les services publics ne prend jamais de vacances.**

Exemple : émissions Les Experts des 25 et 26 juillet, BFM Business, disponible en replay. Les 2 PDG ci-dessous sont souvent invités.

M Leonidas Kalogeropoulos PDG, VP d'Ethic, think tank patronal :

« **On habitue l'ensemble de nos concitoyens à l'idée que l'Etat peut tout**, venir apporter une compensation sur telle inflation, tel problème pétrolier, tel aléa, sur tous les sujets, l'imaginaire collectif, **tous les débats sont tournés autour de qu'est-ce que l'Etat peut apporter comme chèque sur tous les problèmes** potentiels comme si l'Etat avait des ressources totalement inépuisables pour venir à la rescousse de tous les problèmes de la vie. **C'est juste pas possible. Il faut que ça cesse ! ... Cet arrosage qui a quelque chose d'indécent**

« **Si l'Etat ne va pas aider les consommateurs à bien utiliser l'argent qu'on leur donne, ils risquent de l'utiliser en chèques écrans plats...**

Lorsqu'on a interrogé les consommateurs (*sur le chèque inflation de 100 €*) ils ont dit qu'est-ce qu'on fait avec 100 € ? **Lorsqu'on rentre dans ces démarches-là de toute façon ce n'est objectivement jamais assez, ça ne calme absolument pas les revendications, surtout ça entretient la revendication** qui est de dire mais **quel est le prochain pas que l'Etat va faire** ...Avant de réclamer des solutions à l'Etat il faut se demander que peuvent faire les entreprises...

**Hommage à CMA CGM, à Total, qui ont accepté de baisser les carburants.**

**...« Arrêter de vivre au-dessus de nos moyens »**

M Guillaume Poitrinal, PDG :

« **Une exonération de cotisation sociale c'est pas nécessairement un bénéfice pour l'employeur car ce qu'il voit c'est son super brut**. Si vous prélevez sur ce super-brut une cotisation sociale, **ça va faire du revenu net en moins pour le salarié. Il faut arrêter de penser que la cotisation sociale c'est un impôt prélevé dans la poche de l'entreprise**. La cotisation sociale c'est tout simplement un **prélèvement sur la valeur travail**.

Très honnêtement aujourd'hui la question qui se pose sur ce plan de soutien au pouvoir d'achat elle est toute simple, c'est **qui paie ?** Et ça aujourd'hui on n'a pas de réponse. On a un soutien au pouvoir d'achat et on n'a **pas d'augmentation d'impôt**. Donc **qui paie c'est assez simple c'est le déficit, et si c'est le déficit, c'est les générations d'après...**

**On est une génération de boomers qui a décidé de dépenser plus que ce qu'on gagne**. Et la différence ça s'appelle la dette publique, et cette dette publique elle n'arrête pas de croître. On est dans un pays fantastique où nous avons le record des prélèvements obligatoires, 60 %, 20 % de plus que les allemands, 20 % de plus de dépenses publiques, financées par un record de prélèvements obligatoires et qui est financée par un record de dettes, et **la dette c'est quoi, c'est les boomers qui consomment sur le dos de ses enfants.** »

-----  
**On a en quelques lignes un concentré de la propagande libérale déversée à longueur d'année sur tous les médias.**

Chaque phrase suscite l'indignation tant il y a de manipulation et de mépris pour les salariés, pour les pauvres. On se contentera de quelques remarques

► **M Kalogeropoulos fait indirectement son autocritique, l'autocritique du MEDEF** : il y a dans les **200 milliards d'aides aux entreprises** chaque année, voire davantage.

**Chaque aide reçue, le MEDEF en réclame (et en obtient) davantage, dans un processus sans fin.**

**M Kalogeropoulos a raison « C'est juste pas possible, il faut que ça cesse ! »**

- ▶ Par une manipulation, un bla-bla volontaire sur la « valeur travail » qui n'a rien à voir avec le salaire, et encore moins avec le salaire socialisé, M Poitrinal nous affirme que les entreprises ne bénéficient pas des exonérations de cotisations sociales, exonérations qu'ils réclament cependant à cor et à cri comme étant des « charges » indues.

**On veut bien le prendre au mot : puisque c'est indifférent pour les entreprises, abrogation des exonérations de cotisations sociales « patronales » !**

- ▶ **Ce sont ces aides, très excessives (8 points de PIB), qui créent les déficits, la dette. Si on les supprime, il n'y aura plus de déficit de la Sécu, de l'Etat, plus de dette. Il y aura même un excédent qui permettra de satisfaire les besoins en protection sociale et en services publics.**

- ▶ **Un mot sur l'ignoble « argument » des « boomers » qui affament leurs enfants et les générations futures, car ça revient sans cesse pour « justifier » des mesures antisociales.**

Les « boomers », comme les générations d'avant et les plus jeunes, sont hétérogènes. Certains sont immensément riches, d'autres SDF.

Ils n'ont cessé de se combattre : certains, comme les PDG, leurs actionnaires, pour conserver le capitalisme, pour accroître leurs privilèges. D'autres pour améliorer le sort de la population, pour transformer la société, parfois - et même beaucoup - pour le socialisme.

**Ce sont les PDG, les actionnaires, les représentants politiques de droite et d'extrême droite, qui sont responsables des désastres sociaux et écologiques actuels, des guerres et coups d'Etat qui se succèdent en permanence dans le monde entier.**

**Tous les peuples veulent la paix et un niveau de vie correct pour eux- même et leurs enfants, dont l'immense majorité des « boomers » et des jeunes.**